

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2016/31887]

22 DECEMBRE 2016. — Arrêté 2016/584 du Collège de la Commission communautaire française précisant les nouvelles missions confiées au centre régional d'appui en cohésion sociale en exécution du décret de la Commission communautaire française du 18 juillet 2013 relatif au parcours d'accueil pour primo-arrivants en Région de Bruxelles-Capitale

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu le décret de la Commission communautaire française du 18 juillet 2013 relatif au parcours d'accueil pour primo-arrivants en Région de Bruxelles-Capitale, article 21;

Vu le décret de la Commission communautaire française du 13 mai 2004 relatif à la cohésion sociale, article 15;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 1^{er} juillet 2016;

Vu l'avis du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'aide aux personnes et de la santé – Section cohésion sociale donné le 13 septembre 2016;

Vu l'avis n° 60.454/4 du Conseil d'Etat donné le 12 décembre 2016 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu l'accord de la Membre du Collège chargée du budget, donné le ???

Sur la proposition du Membre du Collège en charge de la cohésion sociale,

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 de celle-ci.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° Le Collège : le Collège de la Commission communautaire française;

2° L'administration : les Services du Collège de la Commission communautaire française;

3° Le décret : le décret du 18 juillet 2013 relatif au parcours d'accueil pour primo-arrivants en Région de Bruxelles-Capitale;

4° Le CRACS : le Centre Régional d'Appui en Cohésion Sociale visé à l'article 15 du décret du 13 mai 2004 relatif à la cohésion sociale.

5° Le BAPA : le Bureau d'Accueil pour primo-arrivants tel que visé au chapitre 4 du décret du 18 juillet 2013 relatif au parcours d'accueil pour primo-arrivants en Région de Bruxelles-Capitale.

CHAPITRE II. — Missions du Centre régional d'appui

Art. 3. Le collège charge le CRACS des missions définies dans le présent arrêté, en application de l'article 21 du décret.

Section 1^{re}. — L'appui

Art. 4. Le CRACS apporte aux acteurs chargés de la mise en œuvre du parcours d'accueil un soutien méthodologique aux fins d'accroître la fonctionnalité et l'articulation des différents éléments sur lesquels repose la réalisation des volets primaires et secondaires tels que définis aux articles 5 et 6 du décret.

Art. 5. L'appui consiste notamment en :

- La construction d'outils de recueil de données relatives aux bénéficiaires du parcours et aux actions mises en œuvre par le BAPA dans le cadre des volets primaires et secondaires dans le respect de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel;

- L'établissement d'un modèle de rapport visé à l'article 12 du décret;

- L'animation et le secrétariat d'un espace d'échange de pratiques à destination des BAPA;

- L'animation et le secrétariat d'un comité d'experts auquel il revient de mettre des avis ou des conseils relatifs à la mise en œuvre du décret. Ce comité est ouvert aux représentants du Membre du Collège chargé de la Cohésion sociale, des Services du Collège, des BAPA, des opérateurs linguistiques et de formation citoyenne, d'associations de migrants, ainsi qu'à des chercheurs en linguistique et politique migratoire;

- L'animation et le secrétariat des réunions de concertation organisées par les services du Collège avec les opérateurs de formations linguistiques et citoyennes et/ou les BAPA afin de mieux harmoniser l'offre par rapport à la demande et d'adapter si besoin les modules de formation afin d'améliorer les dispositions favorisant l'accueil.

Section 2. — la recherche

Art. 6. Le CRACS réalise annuellement un rapport de recherche. Ce rapport, dont l'objet est déterminé soit d'initiative soit à la demande du Collège ou des services du Collège, est à remettre au plus tard le 30 juin de chaque année.

Art. 7. Une année sur deux, ce rapport de recherche consiste en une actualisation des données statistiques relatives aux primo-arrivants ainsi qu'une analyse consacrée à des éléments de contexte de nature sociale, institutionnelle et politique ayant trait au phénomène migratoire observé en Région de Bruxelles-Capitale.

Section 3. — L'évaluation

Art. 8. Le CRACS élabore un rapport annuel d'évaluation du dispositif « Parcours d'accueil pour primo-arrivants en Région de Bruxelles-Capitale », à remettre au Collège et à l'administration au plus tard le 30 juin de l'année suivante.

Art. 9. Le rapport contient :

- Une analyse incluant le traitement de données quantitatives relatives aux volets primaires et secondaires du décret;
- Une analyse qualitative sur la base d'une démarche participative à laquelle les différents acteurs visés à l'article 2 du décret seront associés. Ces analyses seront alimentées par les missions d'appui et de recherche précitées;
- Des recommandations en vue d'améliorer le fonctionnement du dispositif institué par le décret.

CHAPITRE III. — Subvention

Art. 10. Un montant forfaitaire annuel indexé de 170.000 € est alloué au CRACS pour l'exercice de ces missions. Ce montant sert à couvrir les frais de personnels et les frais de fonctionnement.

Art. 11. La partie des subventions forfaitaires destinées aux rémunérations est adaptée annuellement dans le mois qui suit le dépassement de l'indice pivot.

Art. 12. Un minimum de 75% du montant doit être affecté à des frais de rémunérations, charges patronales comprises.

CHAPITRE IV. — Modalité de liquidation de la subvention

Art. 13. Une première tranche égale à 50 % de la subvention est liquidée au plus tard le 15 février de l'année civile concernée, et une deuxième tranche égale à 40 % de la subvention est liquidée au plus tard le 30 juin.

Art. 14. Le solde est liquidé sur base d'un décompte final au plus tard le 31 décembre de l'année civile suivante, après approbation par l'administration des pièces justificatives accompagnées d'un tableau récapitulatif complet des frais et pièces éligibles, du comptes recettes et dépenses, du bilan et de la preuve du dépôt au Greffe du Tribunal de commerce ou de la Banque nationale de Belgique, d'une déclaration sur l'honneur signée et du rapport d'activités justifiant la subvention.

CHAPITRE V. — Justification de la subvention

Art. 15. Le CRACS fournit annuellement au plus tard pour le 31 mars de l'année suivante, les pièces justificatives relatives à la subvention annuelle octroyée. Les pièces justificatives ne peuvent concerner que les missions du CRACS définies dans le présent arrêté.

Art. 16. Sans préjudice d'autres dispositions, le CRACS est tenu de rembourser, en tout ou partie, les subventions perçues :

- 1° lorsqu'il n'utilise pas la subvention aux fins pour lesquelles elle lui a été accordée;
- 2° lorsqu'il ne fournit pas les justificatifs exigés dans les délais requis;
- 3° lorsque le montant que représentent les justificatifs acceptés est inférieur au montant déjà liquidé. Dans ce cas le Collège réclame le remboursement de la différence.

L'octroi de subventions et la liquidation d'autres tranches sont suspendus aussi longtemps que le CRACS n'a pas remboursé tout ou partie des subventions ci-dessus.

CHAPITRE VI. — Dispositions finales

Art. 17. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2017.

Art. 18. Le Membre du Collège compétent pour la Cohésion sociale est chargé de l'exécution du présent arrêté. Bruxelles, le 22 décembre 2016.

Par le Collège :

R. VERVOORT,
Membre du Collège en charge de la Cohésion sociale.

Mme F. LAANAN,
Présidente du Collège.

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2016/31887]

22 DECEMBER 2016. — Besluit 2016/584 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot verduidelijking van de nieuwe opdrachten die zijn toevertrouwd aan het gewestelijk ondersteuningscentrum sociale samenhang in uitvoering van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 18 juli 2013 betreffende het onthaaltraject voor nieuwkomers in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie,

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 18 juli 2013 betreffende het onthaaltraject voor nieuwkomers in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, artikel 21;

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 13 mei 2004 met betrekking tot de sociale samenhang, artikel 15;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 1 juli 2016;

Gelet op het advies van de Brusselse Franstalige Adviesraad voor Welzijnzorg en Gezondheid - Afdeling Sociale Samenhang, gegeven op 13 september 2016

Gelet op het advies nr. 60.454/4 van de Raad van State gegeven op 12 december 2016, in toepassing van artikel 84, § 1, 1e lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het akkoord van het Collegelid, belast met de begroting, gegeven op ???

Op voordracht van het Collegelid bevoegd voor Sociale Samenhang,

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Definities*

Artikel 1. Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid bedoeld in artikel 128 van de Grondwet.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° Het College : het College van de Franse Gemeenschapscommissie;

2° het bestuur : de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie;

3° het decreet : het decreet van 18 juli 2013 betreffende het onthaaltraject voor nieuwkomers in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

4° het CRACS : het Gewestelijk Ondersteuningscentrum voor Sociale Samenhang bedoeld in artikel 15 van het decreet van 13 mei 2004 met betrekking tot de sociale samenhang.

5° het BAPA : het onthaalkantoor voor nieuwkomers zoals bedoeld in hoofdstuk 4 van het decreet van 18 juli 2013 betreffende het onthaaltraject voor nieuwkomers in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

HOOFDSTUK II. — *Opdrachten van het Gewestelijk Ondersteuningscentrum*

Art. 3. Het college belast het CRACS met de opdrachten die in dit besluit zijn vastgelegd, in toepassing van artikel 21 van het decreet.

Afdeling 1. — ondersteuning

Art. 4. Het CRACS biedt de actoren die belast zijn met de uitvoering van het onthaaltraject een methodologische ondersteuning om de functionaliteit te verhogen en de verschillende elementen die als basis dienen voor de realisatie van het primaire en secundaire luik, zoals bepaald in artikel 5 en 6 van het decreet, beter op elkaar af te stemmen.

Art. 5. De ondersteuning bestaat met name uit :

- De uitbouw van tools voor het verzamelen van gegevens met betrekking tot de begunstigden van het onthaaltraject en de acties die het BAPA uitvoert in het kader van het primaire en secundaire luik in naleving van de wet van 8 december 1992 betreffende de bescherming van de persoonlijke levenssfeer met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens;

- Het opstellen van een modelverslag zoals bedoeld in artikel 12 van het decreet;

- De leiding en het secretariaat van een ruimte voor de uitwisseling van praktijken voor het onthaalkantoor;

- De leiding en het secretariaat van een comité van deskundigen die adviezen geven met betrekking tot de uitvoering van het decreet. Dit comité is opengesteld voor de vertegenwoordigers van het Collegelid bevoegd voor Sociale Samenhang, de diensten van het College, de onthaalkantoren, de operatoren die instaan voor de taalopleiding en de opleiding over burgerschap, de verenigingen voor migranten, alsook voor onderzoekers op het vlak van taalkunde en migratiebeleid;

- De leiding en het secretariaat van de overlegbijeenkomsten die georganiseerd worden door de diensten van het College en door de operatoren die instaan voor de taalopleiding en de opleiding over burgerschap en/of de onthaalkantoren, om het aanbod beter af te stemmen op de vraag en de opleidingsmodules indien nodig aan te passen, om zo de instrumenten die bevorderlijk zijn voor dit onthaal, te verbeteren.

Afdeling 2. — onderzoek

Art. 6. Het CRACS stelt elk jaar een onderzoeksverslag op. Dit verslag, waarvan het voorwerp uit eigen beweging of op verzoek van het College of van de collegediensten wordt bepaald, moet elk jaar uiterlijk op 30 juni worden ingediend.

Art. 7. Eén keer om de twee jaar bevat dit onderzoeksverslag een actualisering van de statistische gegevens met betrekking tot de nieuwkomers en een analyse gewijd aan contextuele elementen van sociale, institutionele en politieke aard over de migratie in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Afdeling 3. — evaluatie

Art. 8. Het CRACS stelt een jaarlijks evaluatieverslag op van de maatregel "Onthaaltraject voor nieuwkomers in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest" dat uiterlijk op 30 juni van het volgende jaar bij het College en de administratie moet worden ingediend.

Art. 9. Het verslag bevat :

- Een analyse met daarin de behandeling van kwantitatieve gegevens met betrekking tot het primaire en secundaire luik van het decreet;

- Een kwalitatieve analyse op basis van een participatieve aanpak waarbij de verschillende actoren zoals bedoeld in artikel 2 van het decreet worden betrokken. Deze analyses zullen worden gevoed door de bovenvermelde opdrachten van ondersteuning en onderzoek;

- Aanbevelingen voor een betere werking van de maatregel die door het decreet is ingevoerd.

HOOFDSTUK III. — *Subsidie*

Art. 10. Aan het CRACS wordt een geïndexeerd forfaitair jaarbedrag toegekend van 170.000 € voor het vervullen van deze opdrachten. Dit bedrag dient om de personeelskosten en de werkingskosten te dekken.

Art. 11. Het gedeelte van de forfaitaire subsidies dat bestemd is voor de vergoedingen wordt jaarlijks aangepast in de maand die volgt op de overschrijding van de spilindex.

Art. 12. Minstens 75% van het bedrag is bestemd voor de loonkosten, inclusief werkgeversbijdragen.

HOOFDSTUK IV. — *Wijze van uitbetaling van de subsidie*

Art. 13. Een eerste schijf van 50% van de subsidie wordt uiterlijk op 15 februari van het betrokken burgerlijk jaar uitbetaald, en een tweede schijf van 40% van de subsidie wordt uiterlijk op 30 juni uitbetaald.

Art. 14. Het saldo wordt uiterlijk op 31 december van het volgend burgerlijk jaar uitbetaald op basis van een eindafrekening, nadat de administratie de verantwoordingsstukken heeft goedgekeurd die gepaard gaan met een volledige samenvattende tabel van de in aanmerking komende kosten en stukken, de ontvangsten- en uitgavenrekeningen, de balans en het bewijs van indiening bij de griffie van de rechtbank van koophandel of de Nationale Bank van België, een ondertekende verklaring op eer en het activiteitenverslag dat de subsidie verantwoordt.

HOOFDSTUK V. — *Verantwoording van de subsidie*

Art. 15. Het CRACS bezorgt elk jaar de verantwoordingsstukken met betrekking tot de jaarlijkse subsidie uiterlijk op 31 maart van het volgende jaar. De verantwoordingsstukken kunnen slechts betrekking hebben op de opdrachten van het CRACS zoals die in dit besluit zijn bepaald.

Art. 16. Onverminderd andere bepalingen is het CRACS verplicht de ontvangen subsidies geheel of gedeeltelijk terug te betalen :

1° wanneer ze de subsidie niet aanwendt voor het doel waarvoor deze werd toegekend;

2° wanneer ze de vereiste verantwoordingsstukken niet binnen de gestelde termijn verstrekt;

3° wanneer het bedrag van de aanvaarde verantwoordingsstukken lager is dan het reeds uitbetaalde bedrag. In dat geval eist het College de terugbetaling van het verschil.

De toekenning van subsidies en de uitbetaling van andere schijven worden opgeschort zolang het onthaalkantoor bovenvermelde subsidies niet geheel of gedeeltelijk heeft terugbetaald.

HOOFDSTUK VI. — *Slotbepalingen*

Art. 17. Dit besluit wordt van kracht op 1 januari 2017.

Art. 18. Het lid van het College dat bevoegd is voor de Sociale Samenhang, wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 22 december 2016.

Vanwege het College :

R. VERVOORT,
Collegelid bevoegd voor Sociale Samenhang.

Mevr. F. LAANAN,
Voorzitster van het College.

ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRETES

FEDERALE OVERHEIDSDIENST VOLKSGEZONDHEID,
VEILIGHEID VAN DE VOEDSELKETEN
EN LEEFMILIEU

[C – 2016/24302]

Aanstelling

Bij Koninklijk besluit van 20 december 2016 wordt de heer Pedro Facon, geboren op 3 februari 1981, aangeduid als houder van de managementfunctie N-1 "Directeur-generaal Gezondheidszorg", voor een periode van zes jaar, bij de FOD Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu, bezoldigd volgens klasse 5.

SERVICE PUBLIC FEDERAL SANTE PUBLIQUE,
SECURITE DE LA CHAINE ALIMENTAIRE
ET ENVIRONNEMENT

[C – 2016/24302]

Désignation

Par arrêté royal du 20 décembre 2016 monsieur Pedro Facon, né le 3 février 1981 est désigné, pour six ans, comme titulaire de la fonction de management N-1 « Directeur général – Soins de Santé » dans le Service public fédéral Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement, dotée de la classe 5.